

BOKO HARAM ET CRISE SECURITAIRE AU NIGERIA ET AU CAMEROUN

Note d'analyse

RICHARD FILAKOTA

**Recteur de l'Université Catholique d'Afrique
Centrale**

Professeur de l'Université Catholique d'Afrique Centrale (Institut Catholique de Yaoundé). Il est spécialiste des faits religieux (nouveaux mouvements religieux, islamisme, fondamentalisme religieux, néo-paganisme, syncrétisme religieux, etc.) et a publié un ouvrage sur Le renouveau islamique en Afrique noire : le cas de la Centrafrique (L'Harmattan 2009), suivis de plus d'une dizaine d'articles dans des ouvrages collectifs et dans des revues scientifiques.

Introduction

Dans notre monde en pleines mutations, qui n'arrête pas de se globaliser, voire de se numériser, les disputes territoriales entre des forces politiques et religieuses, les crispations nationalistes et les passions religieuses se sont multipliées et se sont accentuées au cours de ces dernières décennies. Cet article se veut une approche sociopolitique de la problématique de l'insécurité qui sévit depuis le nord Nigeria jusqu'au nord Cameroun au cours de ces dernières années. Notre analyse s'intéresse davantage aux mobilisations nationales et Sous régionales des groupes dominants, autour de la question de l'insécurité transfrontalière, et à la résistance des groupes dominés, moyennant le recours à la force, à la pression, voire à la guerre asymétrique. Dans cette dialectique dominants/dominés, où s'effectue un rapport de force conventionnel et non conventionnel, à travers lequel dominent la violence légitime de l'Etat, selon Max Weber, et la violence religieusement légitimée des dominés, les premiers s'organisent pour sauvegarder leur légitimité et se maintenir au pouvoir, tandis que les seconds, animés par leur foi religieuse, aspirent à un changement socioculturel, voire politique. Au cœur de l'insécurité qui prévaut au nord Nigeria et qui déborde jusqu'au nord Cameroun, on assiste sans conteste, à une guerre à la fois asymétrique et conventionnelle autour de laquelle gravitent des logiques contradictoires et des enjeux géopolitiques et socioculturels.

Une Afrique qui bouge !

La situation que nous nous proposons d'analyser se trouve en Afrique, celle du XXI^e siècle, non celle des années 60 qui a fait l'objet d'une analyse passionnée, sur fond d'afro- pessimisme, de la part de René Dumont. Après plusieurs décennies d'errance politique et de stagnation, l'économie africaine depuis 2001, semble désormais partie. Des progrès ont été enregistrés sur tout le continent avec une croissance économique moyenne de 4%, au cours de ces vingt dernières années. Cette embellie est censée s'établir autour de 2 400 milliards de dollars US courants (USD) en 2014, indiquant que l'Afrique est devenue l'une des zones les plus dynamiques au monde, en dépit de la crise économique mondiale. Ce continent montre aussi des signes positifs de l'adaptation de son économie à des marchés

plus dynamiques (BRICS et MIST) et n'hésite plus à valoriser ses marchés intérieurs, à travers l'émergence progressive et conséquente d'une classe moyenne. Une lueur d'espoir fait son chemin dans cette partie du monde qui bouge sur tous les plans, notamment en matière de croissance économique et de dividende démographique.

L'Afrique bouge non sans difficultés, en raison de la baisse des cours mondiaux des matières premières, notamment le pétrole, moteur de l'économie de certains pays comme l'Algérie, le Nigeria, l'Angola, l'Egypte, la Guinée Equatoriale, le Congo Brazzaville, le Gabon, la Libye, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Soudan, le Niger, la Tunisie. Entrant de plain-pied dans la mondialisation et tentant de forger leur place sur la scène internationale, les Etats africains sauront tirer les leçons de la chute actuelle des cours des matières premières, pour réajuster leurs politiques en matière de diversification économique et améliorer l'environnement de leurs affaires.

En même temps qu'elle bouge, l'Afrique demeure un continent encore fragile avec de nombreux défis à relever, notamment en ce qui concerne la sécurité, la paix, le dynamisme économique, le développement durable, l'accès au service de base, la gouvernance, l'égalité. La grande disparité au niveau du développement est bien remarquable entre les pays qui peuplent ce continent. En dépit de sa croissance économique au cours de ces dernières années, l'Afrique reste freinée dans son développement à cause de l'insuffisance de ses infrastructures, du délabrement de ses systèmes d'éducation et de la santé. En plus de cela, elle se trouve confrontée à de grands risques, à cause de l'émergence et de la prolifération de groupes islamistes. Le chaos mondial, suite à l'échec de la vie économique capitaliste, suivi de ses nombreuses répercussions sur l'homme, n'épargne pas ce continent.

La situation socioéconomique du continent africain, à défaut d'améliorer les conditions de vie de la grande majorité des populations, peut alimenter des frustrations sociales, fragiliser la cohésion sociale, compromettre l'unité nationale, occasionner des situations de conflits, de risques d'instabilité et de sérieux problèmes d'insécurité. Devant ce paradoxe, où la forte croissance économique côtoie la pauvreté endémique, deux pays nous intéressent particulièrement : le Nigeria et le Cameroun. Ils se présentent à la fois comme des géants de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Centrale, de par leur poids démographique, politique et

économique sur l'ensemble de la Région. Depuis quelques années, ces deux pays font face à de sérieux problèmes d'insécurité sur la bande transfrontalière qui les sépare, à cause de la présence de Boko Haram, un mouvement religieux à connotation politique.

Le cœur du continent africain touché par l'insécurité

En dépit de l'afro-optimisme qui caractérise ce continent et qui tend à se consolider, la question de l'insécurité demeure le point faible de certains pays, comme le Nigeria et le Cameroun. Le Nigeria est considéré comme le moteur économique de l'Afrique de l'Ouest, tandis que le Cameroun, assimilé à une Afrique en miniature, s'impose comme le moteur économique de l'Afrique Centrale. Toutefois, ces deux pays peinent, depuis quelques années, à contenir, voire à éradiquer la menace de l'insécurité que le mouvement islamiste Boko Haram fait peser sur leur frontière.

Il a fallu l'intervention militaire du Tchad en janvier 2015, aux côtés du Cameroun et du Nigeria, pour réduire la force de nuisance du groupe Boko Haram, non sans difficultés, évitant le spectre de l'extension de ses violences et de ses atrocités à toute la région d'Afrique Centrale. Les différentes tentatives de résolution de cette question de l'insécurité, à travers plusieurs types d'approche, qu'elle soit bilatérale, trilatérale puis multilatérale, ont davantage privilégié des réponses militaires. Rarement ont été mises en avant la problématique de la gouvernance, celle des carences sociales, dues à l'inégale répartition des richesses naturelles, celles de la propagation des idéologies politico-religieuses, qui constituent en grande partie les causes profondes de ces conflits.

La gestion problématique de cette insécurité transfrontalière, a eu pour effet la montée en puissance du mouvement Boko Haram, au cours de cette décennie. L'incapacité de l'ancien président nigérian (Goodluck Ebele Azikiwe Jonathan) à venir à bout de ce mouvement, même avec budget substantiel consacré à la sécurité (4,5 milliards de dollars, soit 20 % du budget national), s'est soldée par sa défaite, lors de la dernière élection présidentielle de mars 2015. Sachant exploiter à bon escient les désaccords entre le Nigeria et le Cameroun, Boko Haram a réussi à étendre son influence et son champ d'action en Afrique Centrale jusqu'aux confins

du Sahel, avant de se rétracter dans ses retranchements, sous la pression de la coalition des forces armées camerounaises, nigériennes, nigériennes et tchadiennes.

Le philosophe Jürgen Habermas, dans son ouvrage, *Entre naturalisme et religion : Les défis de la démocratie*, traduit de l'allemand et publié chez Gallimard, souligne avec raison la question du rôle des religions redevenu central dans un monde en mutations. Le rôle du chercheur est de rendre compte de ces sociétés en mutation, souvent écartelées entre tradition et modernité, entre sécularisme et post-sécularisme, entre le local et le global, le national et le transnational. S'impose à notre entendement et à notre démarche, la nécessité de déconstruire la réalité mouvante de ces sociétés, où le politique côtoie le religieux dans un mouvement de balancier, entre légitimation et « déligitimation », sur fond de recharge réciproque. Roland Dumas et Charles Crétien pensent qu'il faut comprendre ce changement à la lumière de la nouvelle donne internationale « faite d'un mélange de revendications de liberté, de démocratie et de justice sociale, 'entretenues' ou non, et d'une résurgence de conflits religieux dans lesquels les partisans de la rigueur intégriste trouvent de plus en plus d'arguments pour convaincre de la faillite du système capitaliste, libéral, né d'une tradition judéo-chrétienne, et susciter des mouvements révolutionnaires avec des violences que l'on aurait pu croire appartenir à un Moyen Age ».

Le Nigeria : entre poids démographique, économique et géopolitique

Avec ses 173,6 millions d'habitants, selon une estimation qui remonte à 2014, soit une croissance démographique de 2,8%, le Nigeria représente le pays le plus peuplé du continent africain. Sur le plan économique, ce pays s'impose, depuis le mois d'avril 2014, grâce à la révision de calcul de son PIB, comme la première économie du continent, avec un PIB de 522 milliards de dollars, soit 379 milliards d'euros, devant l'Afrique du Sud qui occupait depuis bien longtemps cette position de leadership. Quoique supplantée par le Nigeria, l'Afrique du sud conserve toujours son avance en matière d'infrastructures et d'échanges commerciaux dans la Sous-région. Son avance dans ce domaine se justifie par sa capacité à disposer de 41%

de flux commerciaux au sein de la communauté de développement d'Afrique Australe (SADC).

Sur la base d'une croissance moyenne annuelle de 7%, le Nigeria représente un marché potentiel de 175 millions de consommateurs. Par conséquent, il attire de nombreux investisseurs qui considèrent ce pays comme l'un des plus prometteurs, malgré la présence de Boko Haram dans le nord. Ce marché de consommateurs, en plus de ses ressources naturelles et énergétiques, de son industrie et de son agriculture, de ses nombreux projets d'infrastructures, fait du Nigeria la destination privilégiée pour les investisseurs étrangers. En Investissements directs Etrangers nets (IDE) pour le compte de 2012, le Nigeria a attiré autour de 8 841, 95 millions de \$ d'investissement devant l'Afrique du Sud, soit 5 717, 86 millions de \$ en 2014.

Longtemps adossées sur le gaz et le pétrole, les ressources naturelles du Nigeria représentaient l'essentiel des exportations du pays. Or, depuis quelques années, l'économie nigériane s'est beaucoup diversifiée. Elle intègre désormais des pans entiers de l'économie, ignorés jusqu'ici, tels que les secteurs dynamiques de Télécom, des technologies de l'information et de la communication (TIC), de l'aviation en pleine croissance. Même les secteurs de la production musicale et cinématographique connaissent aussi un bond spectaculaire.

Du point de vue géopolitique, le Nigeria se situe à la croisée de l'influence anglo-saxonne, notamment les Etats Unis et le Royaume Uni qui lui apportent un soutien sans faille. Toujours est-il que ce pays n'échappe pas à l'influence francophone, en raison des quatre pays francophones avec lesquels il partage ses frontières : le Bénin, le Niger, le Tchad et le Cameroun. Fort de son potentiel démographique et économique, le Nigeria ne cache pas sa volonté de jouer le rôle de puissance régionale et mondiale. Sa candidature pour le siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU en est un exemple symptomatique. Par le passé, le Nigeria a joué un rôle clé dans de nombreuses missions de maintien de la paix dans la Sous-région (Liberia et Sierra Leone en 90, puis à la MISMA aujourd'hui), avant de se faire voler la vedette par le Tchad aujourd'hui.

Le Nigeria, un géant aux pieds d'argile ?

En dépit de ses performances et du maintien de sa croissance économique en 2014, le quotidien des Nigérians n'a pas beaucoup changé et le pays reste en grande partie sous- développé. Les indices de développement les plus récents situent le Nigeria à la 152e position sur 187 pays, démontrant que le géant de l'Afrique peine à traduire ses performances économiques en progrès sociaux. Le Nigeria est confronté à la question de la répartition inégale des fruits de cette croissance économique. De là naissent les frustrations qui conduisent à des tensions sociopolitiques, à des revendications communautaires et à de la petite et grande criminalité. Le contraste saisissant entre l'extrême pauvreté de la majorité de la population et la rente pétrolière considérable de ce pays, puis les profondes disparités entre le Nord et le Sud, expliquent ce phénomène récurrent de violence politique.

Dans son rapport sur la République Fédérale du Nigeria, Document de stratégie du pays 2013-2017, il est indiqué que le nord de ce pays affiche déjà en 2011 des niveaux de pauvreté et de privation sociale plus accentués qu'au Sud. Selon ce document, « la pauvreté est plus accentuée dans le Nord-Ouest (près de 86%) et le Nord-Est (78%). Les populations de ces deux régions ont quatre fois plus de chance de ne pas être scolarisées que celles du Sud. La prévalence de la malnutrition est également plus élevée dans ces régions du Nord et plus faible dans les régions du Sud-Est et du Sud en général. L'accès à l'eau potable varie de 30% dans le Nord-Est à près de 74% dans le Sud-Ouest, et l'accès à l'assainissement de base de 45 % dans le Nord-Est à 70% dans le Sud-Est ». Dans le même document, « le taux de chômage global au Nigeria s'établissait à 23,9 % en 2011. Toutefois, ce taux varie d'une région à l'autre, de 33 % dans le Nord-Est à quelque 8 % dans l'État de Lagos ». La gouvernance et les capacités institutionnelles restent faibles pour transformer les profits, issus du secteur pétrolier et des autres ressources, en opportunités, afin de corriger les disparités économiques et sociales flagrantes que connaît ce pays, et pouvoir atténuer la situation de précarité de la population vivant aussi bien dans les zones urbaines que dans les zones périphériques.

Le Cameroun et son positionnement géostratégique en Afrique Centrale

Pays limité par le Nigeria à l'ouest, le Tchad au nord et au nord-est, la République Centrafricaine à l'est et, au sud, par le Gabon et la Guinée équatoriale, puis adossé à l'océan atlantique, le Cameroun occupe une position stratégique pour la voie d'accès et les échanges commerciaux avec l'Afrique centrale. Depuis quelques années, le Cameroun est présenté comme le pays le plus stable de la Sous-région d'Afrique Centrale. Cependant l'espace politique reste dominé par le parti au pouvoir, le RDPC, face auquel les partis politiques d'opposition peinent à s'affirmer. Avec son réseau routier, ses chemins de fer qui relient le port de Douala à N'Gaoundéré, proche du Tchad et de la Centrafrique, la construction presque achevée d'un port en eau profonde à Kribi, le Cameroun s'active pour se positionner comme le pôle de rayonnement de l'Afrique Centrale toute entière. En octobre 2000, ce pays a franchi le point d'achèvement fixé dans le cadre de l'Initiative en faveur des dettes des pays pauvres très endettés (PPTE). Ces efforts consentis par l'Etat camerounais ont été suivis en avril 2006 par l'atteinte du point d'achèvement. Cette initiative PPTE vise à des annulations substantielles des créances de ce pays, au titre de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM), envers le FMI, la Banque Mondiale et le Fonds Africain de Développement (FAFD).

Les annulations directes de la dette extérieure du Cameroun ont pour conséquence l'augmentation des ressources disponibles des finances publiques, lesquels fonds rendus disponibles, doivent servir à financer les politiques de réduction de la pauvreté, en cohérence avec le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP). On s'attend à ce que la pauvreté qui est très prononcée dans les zones rurales, du fait de la non-accessibilité des populations aux infrastructures routières et leur accès aux besoins essentiels (santé, éducation, eau potable...), fasse l'objet de priorité des politiques nationales. L'Initiative PPTE exige aussi de l'Etat camerounais des efforts significatifs, en matière de gouvernance et de lutte contre la corruption. Débarrassé en grande partie du poids de la dette extérieure, le Cameroun depuis 2009 aspire à devenir un pays émergent en 2030. A cet effet, « le pays préconise d'accélérer, grâce à des réformes urgentes touchant l'économie, le

climat des affaires et la justice, la mise en œuvre de sa stratégie pour la croissance et l'emploi ».

Le Cameroun, l'Afrique en miniature fait face à un défi social

Peuplé de 22,3 millions d'habitants, selon les estimations récentes, le Cameroun couvre une superficie de 476 000 km². Un pays à la fois d'altitude et de steppes, de savanes et de forêts, ayant l'allure d'une Afrique en miniature, le Cameroun est constitué d'une mosaïque de populations issues de deux cent trente tribus, réparties en quatre groupes socioculturels, dont les bantous, les bantoïdes ou semi-bantous, des soudanais et des populations pygmées. Cette grande diversité ethnique s'est structurée au cours de l'histoire, participant en partie à la stabilité du pays. D'après l'étude sur les conditions de bénéfice du dividende démographique au Cameroun, réalisé en 2012, la population camerounaise aura atteint 22 millions d'habitants en 2015 et pourra progresser à hauteur de 40 millions en 2035.

Soulignons cependant l'importance de la population des jeunes de 15-24 ans qui est passée, entre 1976 à 2012, de 16,2% à 21,1% et celle de 15-34 ans, de 30,3% à 35,2%. Ce qui revient à dire qu'en 2012, 1 personne sur 5 au Cameroun a entre 15 et 24 ans et qu'une personne sur 3 a un âge compris entre 15 et 34 ans. Majoritairement urbaine, la population camerounaise vit à 50 % sous le seuil de pauvreté. La jeunesse camerounaise constitue la catégorie sociale la plus frappée par cette pauvreté. Selon une étude de l'Institut National de la Statistique (INS), publiée en février 2010, les populations vulnérables survivant avec moins de 1 dollar par jour sont passées de 6,2 millions en 2001 à 7,1 millions en 2007, soit 39% de la population dans son ensemble.

En même temps que progressent les efforts en faveur de l'urbanisation, la fracture infrastructurelle et énergétique entre les villes et les campagnes est très prononcée. La politique de la décentralisation, consistant au transfert des compétences et des moyens aux collectivités territoriales ou locales bute sur la question des ressources humaines, appelées à gérer et à exécuter le budget des communes. Malgré un taux de croissance de l'ordre de 5,5

% en 2013, puis 5,1 % en 2014 et probablement 5,2 en 2015, selon le Fonds

Monétaire International, le Cameroun reste confronté au défi de la création d'emplois, à l'amélioration du climat des affaires au point où le pays s'est vu rétrograder de 6 places dans le Doing Business 2014. Des efforts non négligeables ont été accomplis, en matière de comptabilité et de contrôle et dans le cadre de l'assainissement de la gestion publique, y compris aussi à travers l'opération épervier.

Toutefois, le pays reste dominé par une criminalité économique, encouragée par la corruption et le clientélisme. Selon Thomas Babissakana, un ingénieur financier, 40% des dépenses de l'Etat sont détournés par des fonctionnaires indélicats. Maurice Kamato, président national du MRC, ne cache pas son inquiétude devant une jeunesse camerounaise confrontée à un chômage endémique, à la misère radicale que dissimulent les petits métiers de survie... Le journal Jeune Afrique du 14 au 20 décembre 2014 a mis le doigt sur le « péril jeune » qui guette le Cameroun, laquelle révélation a suscité de vifs débats au plan politique et dans les médias. La répartition inégale des richesses provoque une fracture sociale profonde, entre une minorité aisée et une majorité de cadets sociaux devenus vulnérables, le tout dans un jeu complexe d'équilibrisme régional.

Boko Haram, ou la révolte des marginaux

Boko Haram fait son apparition, depuis une décennie, sur la scène publique au Nigeria, dans le nord, alors que dans le sud dominent les Eglises évangéliques. Très actifs sur la scène sociale, culturelle, religieuse et voire politique, ces mouvements religieux, en marge de la grande constellation des confessions et entités religieuses que représente le champ religieux au Nigeria, se donnent pour mission de combler le vide laissé par un Etat en mal de gouvernance. Dans le sud, érigé en bastion des Evangéliques, la marginalisation économique, la pauvreté et la corruption ont poussé des populations marginalisées, notamment dans le Delta du Niger, à la criminalité, au point de créer une situation d'insécurité sans précédent dans tout le Golfe de Guinée. Dans le nord, où Boko Haram tente d'imposer sa marque, domine la corruption des élites politiques et religieuses qui se sont enrichies sur le dos de la population, du fait de leur connexion avec le pouvoir établi, et l'inégale répartition des richesses avec le sud du pays, majoritairement chrétien.

La lutte contre la corruption et contre les abus des pouvoirs publics remonte au temps du Peul nommé Usman Dan Fodjo, originaire de Gobir, réputé dès le XVIII^e siècle pour son Jihad contre l'islam syncrétique et contre la corruption. Boko Haram hérite de ce patrimoine idéologique et de ce mouvement djihadiste d'Usman Dan Fodjo. A sa manière, il poursuit ce jihad séculaire, alliant le retour à la tradition du prophète de l'islam, l'instauration de la charia avec la réforme sociale. Participe de cette dynamique de réforme sociétale, la dénonciation du système éducatif classique et la critique de la mauvaise gouvernance des pouvoirs publics. La corruption des élites politiques et religieuses, du nord comme du sud, qui ont profité de leur position sociopolitique pour s'enrichir avec l'argent du pétrole, au détriment des populations locales, laisse rarement insensibles les déshérités.

Par ce mode opératoire de dénonciation, comprenant aussi bien la dimension politique que la dimension culturelle (rejet de l'école occidentale), Yusuf, le fondateur de Boko Haram, réussit à attirer à lui de nombreux jeunes, même des étudiants de la Fac, acculés au désœuvrement et au chômage, lesquels jeunes retrouvent en lui l'écho de leur frustration.

Contrairement aux idées de Karl Marx, selon lesquelles, « la religion est l'opium du peuple », le mouvement Boko Haram s'inscrit dès le départ dans un mouvement protestataire. Dan Tschirgi, Pr de Sciences Pô à l'Université Américaine du Caire, partant des révoltes zapatiste au Mexique et islamiste en Egypte, évoque une situation où des « groupes marginaux, dans des régions périphériques appauvries par le retrait de l'Etat et la fin des espoirs suscités par les politiques de développement des années 1960 », recourent au discours religieux leur « permettant de s'engager dans un combat fort inégal mais qu'ils considèrent comme juste ». C'est bien en partie le cas de Boko Haram.

Boko Haram et la problématique de l'école occidentale

La dénonciation de l'école occidentale est au cœur de la réforme sociétale qu'entend promouvoir Boko Haram, au sens où cette institution scolaire véhicule une culture qui va à l'encontre de la culture islamique. Majoritairement musulman, le nord Nigeria, tout comme le nord Cameroun, a toujours préféré l'école coranique à l'école classique, en raison de son attachement à l'éducation islamique, censée favoriser le développement harmonieux et intégral de l'homme (physique, intellectuel, moral et spirituel).

Issus pour la plupart du temps de l'école coranique ou des Instituts islamiques, où l'on consacre l'essentiel du temps de la formation au domaine spirituel, les enfants musulmans peinent à réussir leur insertion sociale, dans des sociétés qui se sécularisent et se globalisent, à cause de leur marginalisation par des Etats laïcs qui ne reconnaissent pas leurs diplômes et, par conséquent, ne peuvent les intégrer à la fonction publique héritée de la colonisation.

A l'échec du modèle socioéducatif occidental dans l'Etat du Borno et dans le nord Cameroun, où une frange importante de jeunes musulmans n'y trouve pas son compte, viennent s'ajouter les inégalités des conditions d'enseignement et d'apprentissage entre les centres et les périphéries, entre les établissements publics et les établissements privés. En dépit des efforts de l'Etat camerounais pour intégrer l'extrême nord parmi les quatre régions administratives classées Zones d'Education prioritaire (ZEP), permettant à certains départements (Mayo Kani, Mayo Sava, Mayo

Tsanaga, Diamaré) de rehausser le niveau de scolarisation des jeunes, bien d'autres départements non seulement restent à la traîne (Logone, Chari, Mayo Sava), mais subissent de plein fouet l'insécurité transfrontalière qui sévit entre le nord Nigeria et le nord Cameroun.

Alors que la région du sud Nigeria est plus intégrée dans la mondialisation et dans le commerce mondial, grâce à l'éducation que les colons britanniques ont inculqué aux populations de cette zone, l'Etat de Borno, au nord Nigeria, reste le parent pauvre avec le taux le plus élevé d'illettrisme (d'analphabétisme), au point où des enfants en âge d'être scolarisés ne le sont pas, sans compter les jeunes filles défavorisées au profit des garçons. Selon Jibrin Ibra-him, un des leaders du mouvement « Bring Back Our Girls » à Abuja, rapporté par le Journal La Croix, le taux de scolarisation en école primaire, dans l'État de Borno, serait de 23 %, contre 95 % à Lagos, situé dans le sud du pays. L'école occidentale était accueillie par la communauté musulmane, durant la période coloniale, avec beaucoup de réserve, au moment où cette institution était considérée comme un outil au service de l'évangélisation, ensuite comme le cheval de Troie de l'impérialisme occidental en Afrique.

Aujourd'hui, l'école occidentale est de nouveau taxée d'être est au cœur de l'injustice sociale et d'une géopolitique peu favorables aux populations du nord Nigeria ainsi que celles du nord du Cameroun. La montée en puissance du fondamentalisme religieux, ailleurs comme en Afrique, s'explique selon Jürgen Habermas, par la réaction de ce mouvement face à la conséquence, à long terme, des violences de la colonisation et des faillites de la décolonisation. Il estime qu'« une modernisation capitaliste imposée de l'extérieur, dans des circonstances défavorables » à certaines populations ou à certaines régions, finit par générer l'insécurité sociale et le rejet culturel.

L'insécurité dans les zones frontalières, provoquée par Boko Haram, participe aussi à la désocialisation des jeunes, réduisant leur capacité de réussite aux examens officiels et leur chance de profiter des opportunités qu'offre la politique de l'équilibre régional. Le phénomène Boko Haram non seulement désorganise et dérègle le système éducatif classique au profit de l'école coranique, mais participe aussi à la

démobilisation des enseignants et des apprenants, au découragement des parents. La démobilisation scolaire au niveau des établissements publics renforce l'emprise de Boko Haram sur les populations jeunes dans les zones frontalières, facilite leur idéologisation et leur ouvre d'autres perspectives que même les Etats, ni l'école occidentale ne sont en mesure de leur offrir.

En tournant le dos à l'éducation occidentale, Boko Haram, permet à ces jeunes de croire qu'il leur est désormais possible de fonder, par la force de la foi et des armes (djihad), une nouvelle société plus juste, basée sur l'éducation islamique et la stricte observance de la charia. La mobilisation de ces jeunes, en quête de sens à leur vie aux côtés de Boko Haram, ne peut qu'amplifier la dimension de l'insécurité dans la Sous-région. Sous prétexte de combattre l'école occidentale qui prolonge et perpétue le fossé toujours grandissant entre chrétiens et musulmans, entre riches et pauvres, entre le nord et le sud, ce mouvement participe à la démobilisation scolaire, au déplacement massif de la population, contribuant à rendre plus hypothétique l'avenir du système éducatif classique dans les zones frontalières.

Le taux croissant des jeunes déscolarisés, illettrés, analphabètes qui se chiffre aujourd'hui à plusieurs milliers de jeunes, constitue un réservoir inépuisable en ressources humaines pour les foyers insurrectionnels. Si « les religions entrent en guerre dans un contexte mondial désemparé par la faillite économique et sociétale », il serait illusoire de pouvoir résoudre ce problème par la force des armes. Il revient aux Etats, touchés par ce phénomène, de « chercher une alternative aux interventions militaires », aussi bien en Afghanistan, en Libye, au Mali, en Syrie, qu'au Nigeria et au Cameroun. Raison de plus pour réfléchir et pour repenser le système socioéducatif des jeunes vivant dans ces zones sinistrées, en prenant en compte bien sûr sa dimension plurielle, à savoir l'éducation coranique et l'éducation classique.

La gestion de l'insécurité entre le Nigeria et le Cameroun

Le phénomène Boko Haram est un marqueur social et politique, mettant en lumière les échecs de la colonisation et de la modernisation capitaliste, dans les Etats-nations nés des indépendances, mais soulève le voile sur la difficile gouvernance économique, le grand retard pris dans le développement humain et les limites de la politique sécuritaire, aussi bien au plan national qu'au plan sous régional. Le phénomène Boko Haram renseigne sur la difficulté, entre le Nigeria et le Cameroun, de gérer efficacement deux mille trois cents kilomètres de frontières, depuis le lac Tchad, au nord, à la côte atlantique, au sud.

De la révolte sociale et politique aux attaques et embuscades, souvent dirigées vers le Cameroun, les limites frontalières de ces deux pays ont été bien longtemps le théâtre de plusieurs conflits, de la part des populations délaissées et marginalisées. Entre novembre 2007 et février 2011, vingt soldats camerounais ont été abattus dans la région d'Issangele, à Bakassi (novembre 2007) ; dix otages, dont sept Français, deux Camerounais et un Tunisien, ont été enlevés lors d'une attaque spectaculaire près de Limbé (octobre 2008) ; l'armée camerounaise elle-même a essuyé un assaut des mêmes assaillants (juin 2008) ; des représentants des autorités administratives, dont deux Sous-préfets, ont été enlevés (décembre 2010 et février 2011).

Finalement, le Nigeria et le Cameroun ont été marqués par quinze ans de tensions armées et des années de procédures judiciaires ayant abouti à la rétrocession de la péninsule de Bakassi au Cameroun. En dépit de la rétrocession de cette île au Cameroun, par la Cour Internationale de Justice (CIJ), la polarisation du conflit entre le Nigeria et le Cameroun, autour de ce bout de territoire, en raison de sa richesse pétrolière et halieutique, a contribué à la détérioration des relations entre ces deux pays et a largement pesé sur la gestion de l'insécurité, au niveau de leurs frontières communes.

Le problème de la gestion des frontières n'est pas un fait exclusif entre le Nigeria et le Cameroun. Le Niger et le Mali sont aussi confrontés à la même situation. La difficulté réside dans la manière de gérer ces conflits, où se mêlent menaces

guerrières et révoltes armées, souvent nourries d'idéaux religieux pas souvent faciles à cerner, révélant l'extraordinaire complexité de la tâche qui incombe aux gouvernants. Les ballets diplomatiques autour de la gestion de l'insécurité, aussi bien à Paris que dans les capitales africaines, pèchent autant par leur imprévision que leur impréparation et débouchent le plus souvent sur des propositions difficiles à mettre en œuvre par les Etats africains, faute de moyens et de ressources humaines disponibles. Il en résulte une gestion dans l'urgence essentiellement focalisée sur les aspects militaires avec des tentatives de réponses immédiates.

Or, le phénomène Boko Haram, bien plus qu'une révolte des pauvres contre les riches ou une agitation politico-religieuse, comporte aussi une dimension idéologique (wahhabite, hanbalite), représentant une menace encore plus pernicieuse qui se répand dans l'esprit des populations, façonne leurs comportements et leurs habitudes, recompose leurs relations sociales, oriente leur registre culturel, et qu'on ne peut pas combattre seulement avec des armes, mais avec une éducation de qualité, et par l'amélioration des conditions de vie des populations. Busola Jegede estime qu'une idéologie doit être combattue par une autre idéologie : « il faut davantage d'information, davantage de programmes, notamment à l'intention de la jeunesse, dans les mosquées, les écoles et autres groupes sociaux, afin de couper court à ces discours de haine ».

Derrière le phénomène Boko Haram se tapit d'abord l'idéologie wahhabite. Mohammad Ibn 'Abd al-Wahhâb (1703-1791) est l'initiateur du courant religieux qui porte son nom. Né des confins désertiques de la péninsule arabique, le wahhabisme est un mouvement religieux puritain, dont l'objectif poursuivi est de débarrasser l'islam des « innovations », considérées comme des déviations. Le même mouvement veut réintégrer le religieux dans toutes les sphères de la vie publique et sociale. Il s'oppose aux idéologies athées, combat les hérétiques, les chiites, et leur démembrément (les Kharijites, les Ibadites), les confréries, ensuite les païens.

Pour mieux comprendre l'idéologie de ce mouvement, il faut remonter encore plus loin jusqu'à Ahmed Taqi El Dinne Ibn Taymiya (né en 1236 dans le sud-est de la Turquie et mort à Damas en 1328). Théologien et jurisconsulte, appartenant à la famille hanbalite, il est l'une des figures emblématiques de l'islam contemporain,

une référence pour les islamistes dji- hadistes. Illustré représentant de l'école Hanbalite (Ibn Hanbal, mort en 855), la plus stricte des quatre écoles juridiques de l'islam sunnite orthodoxe, Ibn Taymiya est très tôt identifié aux grands réformateurs charismatiques et s'est donné pour mission de purifier la religion mu-sulmane, en la ramenant à l'orthodoxie. Il est le penseur de référence pour les wahhabites, salafistes et autres courants fervents de l'islamisme sunnite. Ibn Taymiya rédigea à plusieurs reprises des fatwas (condamnations) contre les innovations blâmables, puis par la suite il prôna le jihad (la guerre sainte) contre les chiites, les chrétiens et les Mongols qui avaient envahi par le passé la terre d'islam.

La pensée d'Ibn Taymiya va inspirer plusieurs idéologues actuels du fondamentalisme islamique. Ces nouveaux « entrepreneurs religieux » se considèrent comme ses disciples et s'emploient à amplifier le jihad dans le contexte de la réalité politique actuelle, afin de justifier leurs actions terroristes. Au cœur du renouveau islamique en cours, et à travers le monde, les oulémas ou savants traditionnels sont presque disqualifiés au profit des jeunes, au savoir superficiel émaillé du bricolage religieux, et des imams autoproclamés qui deviennent de plus en plus influents, au nom de la loi et de l'ordre, au nom de la charia... Du hanbalisme incarné par Ibn Taymiya, en passant par le Wahhabisme, puis le djihadisme international de Ben Laden, contre l'oppression et l'humiliation subies par les musulmans de par le monde, cet enchevêtrement idéologique nourrit la prétention de la « guerre sainte » que mène Boko Haram, autant que les autres islamistes des temps modernes. Ce serait une graver erreur de la part des pouvoirs publics de négliger la portée géopolitique et géostratégique de la somme idéologique du hanbalisme, du wahhabisme et du djihadisme international, dans un contexte de sous-développement, de corruption politique, de carences sociales, de déperdition morale et de paupérisation anthropologique.

De la gouvernance de l'urgence à la gouvernance préventive

La lutte contre Boko-Haram révèle un mélange de logiques géopolitiques contradictoires où se côtoient les intérêts divergents des Etats (nationalisme, hégémonisme, leadership, course aux élections), des préoccupations qui ne sont pas les mêmes (politiques, sociales, économiques, culturelles), l'ingérence des

puissances étrangères (USA, Russie, France, Tchad), les solidarités organiques locales ou supranationales des populations abandonnées à leur triste sort. Finalement, les tentatives de résolution de la question sécuritaire, au niveau sous régional, profite davantage au Tchad qui s'en empare pour occuper la position de leadership militaire en Afrique Centrale, au détriment des deux protagonistes que sont le Nigeria et le Cameroun.

Une bonne gouvernance inscrirait la mise en œuvre de la paix et de la sécurité durable dans une politique préventive et non dans des mesures d'urgence. Cela vaut autant pour le social, la socialisation et l'éducation des jeunes, au regard des 1600 milliards que l'Etat camerounais devrait débloquer, sur propositions de l'élite du Grand nord en septembre 2014, pour améliorer l'indicateur de développement humain des régions septentrionales du Cameroun, parer aux carences sociale et sécuritaire, éradiquer toute forme d'extrémisme inhérente à la pauvreté.

Au plan militaire et sécuritaire, le Tchad est largement en avance sur les autres Etats de la sous-région qui se démèlent pêle-mêle pour mobiliser les fonds nécessaires à l'effort de guerre au détriment des programmes de développement. Au risque d'enlisement des conflits dans des logiques contradictoires, les Etats sauront-ils transcender la logique de l'approche militaire, pour s'attaquer aux racines du problème, en commençant par la promotion d'une bonne gouvernance économique, d'une meilleure éducation des jeunes, d'un développement intégral et d'une meilleure distribution des fruits de croissance de ces Etats.

Conclusion

La question socioéducative, celle de la pauvreté et de la déscolarisation mises ensemble, constituent pour les Etats en quête de bonne gouvernance une bombe à retardement qu'il faut savoir désamorcer, à travers la lutte contre la pauvreté et l'explosion des inégalités. Raison pour laquelle, les pays de la Sous-région en général, le Nigeria et le Cameroun en particulier, ne doivent pas perdre de vue l'amélioration de leur gouvernance, la stabilisation de leurs Etats, la sécurisation de leurs frontières et la socialisation de leur jeunesse.